

Service risques et installations classées (SRIC)
12/14 rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 02/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RECYCLAGE 94

118 rue du Moulin Bateau
94380 Bonneuil-Sur-Marne

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/AH/N° 365GR
Code AIOT : 0007406353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement RECYCLAGE 94 implanté 118 RUE DU MOULIN BATEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée à la suite de la transmission par la mairie de Bonneuil-sur-Marne du permis de démolition de l'installation RECYCLAGE 94.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYCLAGE 94
- 118 RUE DU MOULIN BATEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0007406353
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RECYCLAGE 94 est installée dans la zone industrielle du port de Bonneuil-sur-Marne. Elle exerce des activités de récupération, de regroupement et de tri de déchets métalliques ferreux et non ferreux, à l'exclusion des carcasses de véhicules hors d'usage. Elle récupère en particulier l'aluminium, le laiton, le cuivre, le plomb.

Elle exerce également une activité de tri, transit, regroupement de papiers/cartons (archives, journaux/magazines) et dans une moindre mesure de plastiques (PVC notamment)

Ces déchets, provenant de chantiers de démolition (curage de bâtiments), d'industries, de récupérateurs divers (artisans, petites sociétés de travaux publics) ainsi que de particuliers ou de garagistes (pièces détachées), sont triés sur site, puis envoyés vers les filières de recyclage dédiées. La société RECYCLAGE 94 met des bennes à disposition pour des gisements plus importants afin de pouvoir procéder à un pré-tri des déchets collectés dans son établissement.

L'établissement reçoit également, en transit, des batteries.

La surface du terrain est d'environ 5 190 m².

L'établissement est équipé de :

- deux petites cisailles mobiles ;
- un pont bascule ;
- 3 pelles à grappin ;
- 2 chargeurs ;
- 1 chariot élévateur ;
- un poste d'oxycoupage.

Ces équipements sont également utilisés sur un site secondaire, classé à déclaration, également exploité par la société RECYCLAGE 94, situé au 131, rue du Moulin Bateau sur la même commune de Bonneuil-sur-Marne. Sur ce site secondaire, disposant de son propre pont-bascule, seules des activités de tri, transit, regroupement de métaux ou déchets de métaux y sont exercées.

L'établissement emploie 11 personnes permanentes et fonctionne du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h, avec une pause méridienne de 12 h à 13 h.

Le site est équipé d'un système de vidéosurveillance et un employé réside sur site.

Dans l'arrêté préfectoral n° 2014/6416 du 30 juillet 2014, l'établissement était classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature : 2718-1(A), 2713-1 (A), 2714-1 (A).

- Réglementation applicable à l'établissement :
 - Arrêté préfectoral d'autorisation n° 2006/1573 du 27 avril 2006 ;
 - Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014/6416 du 30 juillet 2014 (garanties financières et mise à jour de classement) ;
 - Arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de cessation	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation définitive de l'installation étant prévue pour le 31 janvier 2025, aucune non-conformité

n'a été constatée lors de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : Notification de cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation
Prescription contrôlée : Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant a déclaré lors de l'inspection que l'arrêt définitif de l'installation est prévu pour le 31 janvier 2025. De ce fait, l'exploitant doit transmettre, avant le 31 octobre 2024, la notification de cessation d'activité conforme aux dispositions des articles R.512-46-25 et R.512-75-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation
Prescription contrôlée : I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

[...]

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

Constats :

L'exploitant a déclaré lors de l'inspection que l'arrêt définitif de l'installation est prévu pour le 31 janvier 2025.

A la suite de la mise en l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant doit mettre en sécurité son site comme défini dans le point IV de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement. Il devra réaliser toutes les étapes de mise à l'arrêt définitif de ses installations définies aux articles R.512-39-1 à 6.

Type de suites proposées : Sans suite